



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°90 – Semaine du 10 février 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

36 introductions en bourse sur les marchés nordiques en 2024, pour un total de 1 573 M€ de fonds levés

En hausse par rapport à 2023 (21 introductions en bourse et 901 M€), principalement grâce au dynamisme des marchés suédois et norvégiens en 2024.

Source: PWC / [Nordic IPO Watch 2024](#)

Pays nordiques

Euronext renforce sa position sur les marchés nordiques de l'électricité. L'opérateur boursier paneuropéen vient de signer un accord, encore soumis à l'approbation des régulateurs, avec le Nasdaq pour acquérir ses activités dans les produits dérivés sur les marchés nordiques de l'électricité. Déjà actif sur les marchés "spot" de l'électricité depuis l'acquisition de 66% de Nord Pool en 2020, Euronext souhaite « *renforcer la liquidité du marché et aider les énergéticiens et les industriels à se couvrir contre la volatilité des prix* » avec ce rachat. De son côté, le Nasdaq se retire totalement du marché des échanges de contrats à terme sur l'électricité après une tentative avortée de vente à EEX en 2024. Il reste cependant un acteur majeur sur les marchés actions en Europe du Nord.

Le Conseil des Ministres nordiques soutient la création d'un centre nordique de l'IA. Sous la présidence suédoise du Conseil, il a été décidé que 15 M DKK (~2 M€) seront alloués entre 2025 et 2027 au financement de ce centre visant à faire de la région nordique un pôle d'excellence en matière d'intelligence artificielle (IA). L'objectif est de i) favoriser son adoption dans les pays nordiques, ii) renforcer l'influence politique de la zone dans ce domaine, notamment au niveau de l'UE, iii) stimuler les investissements et co-investissements et iv) faciliter le partage des ressources nationales. Le projet sera piloté par *AI Sweden* avec le soutien de *AI Finland* et *IKT Norge* et reposera sur la construction de partenariats avec des acteurs clefs du secteur.

Danemark

L'annonce par D. Trump de nouveaux droits de douane sur les importations en provenance du Mexique, du Canada et de la Chine pourrait entraîner une baisse du PIB danois de -0,1 à -0,3 point de pourcentage, selon l'économiste en chef de Sydbank, Søren Kristensen. Même si le Danemark n'est pas directement visé, le pays est vulnérable à l'augmentation des barrières commerciales en raison de son économie très ouverte et dépendante du commerce mondial.

En 2023, le Danemark est le pays le plus cher de l'Union européenne. Le Danemark enregistre l'indice de niveau de prix le plus élevé de l'UE, avec des prix à la consommation 45 % supérieurs à la moyenne de l'UE, selon les dernières données d'Eurostat. Les principaux facteurs contribuant à ces niveaux de prix sont les taxes élevées, notamment la TVA à 25 %, et les salaires danois, supérieurs à la moyenne européenne. Le coût de la vie au Danemark est environ 27 % plus élevé qu'en France. Le Danemark occupe la première place de ce classement depuis 2012, année à partir de laquelle les données sont disponibles.

Le gouvernement annonce de nouvelles initiatives en faveur de l'éolien en mer et de l'hydrogène vert. Après l'échec de l'appel d'offres sur l'éolien *offshore* en décembre dernier (3 GW en mer du Nord), le ministre du Climat, de l'Énergie et de l'Approvisionnement, Lars Løkke Rasmussen, a changé de cap en indiquant la volonté du gouvernement d'accorder une subvention à l'énergie éolienne en mer. L'appel d'offres portant sur 3 GW dans les eaux intérieures du Danemark - et dont le délai de remise des offres était en avril - est annulé. En revanche, un nouvel appel d'offres de 2-3 GW en mer du Nord sera lancé cette année, avec des conditions révisées. Par ailleurs, le gouvernement reporte le projet d'île énergétique de Bornholm (3 GW) à une date indéterminée, en raison des élections générales en Allemagne. En ce qui concerne le futur pipeline d'hydrogène dans le Jutland, le Gouvernement est prêt à fournir une

subvention d'exploitation d'un montant de 8 Mds DKK (1,1 Md€) sur 30 ans, ainsi que 7,4 Mds DKK (~ 1 Md€) de prêts garantis par l'État pour la construction du gazoduc. Le gouvernement travaillera à la mise en service de la première section du gazoduc dès 2030. A la suite de cette nouvelle initiative du gouvernement, la société suisse MorGen Energy a annoncé qu'elle prévoyait de prendre une décision finale d'investissement (2 Mds€) pour la construction d'une usine d'hydrogène de 1 GW à Esbjerg dans l'année à venir.

La Chambre de commerce danoise (Dansk Erhverv) et le développeur éolien Vattenfall suggèrent de repenser complètement le projet d'île énergétique de Bornholm.

Estimant que le projet n'est pas rentable sous sa forme actuelle, les deux acteurs proposent d'abandonner les plans d'acheminement de l'électricité produite par des éoliennes en mer vers une installation terrestre située à Bornholm. Ils suggèrent plutôt de relier les parcs éoliens directement à l'Allemagne, qui devrait alors prendre en charge le coût d'acheminement de l'électricité. En parallèle, l'État danois pourrait tirer des revenus de la location des zones maritimes près de Bornholm. Si les responsables politiques ont déjà convenu d'allouer près de 17,6 Mds DKK (2,4 Mds€) d'aides d'État à l'île énergétique de Bornholm, les calculs de l'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*) indiquent un besoin de financement de 31,5 Mds DKK (4,2 Mds€). Le 30 janvier 2025, la Commission européenne a annoncé un soutien de 645 M€ (4,8 Mds DKK) à ce projet.

Novo Nordisk enregistre une hausse de + 21 % de son bénéfice net en 2024. Le géant pharmaceutique danois a réalisé un bénéfice net de 13,5 Mds€ en 2024. Le chiffre d'affaires du groupe a également progressé de + 25 %, atteignant 38,9 Mds€. Cette performance est principalement attribuable au succès de ses médicaments phares, l'Ozempic (n°1 mondial des antidiabétiques) et le Wegovy. Malgré ces résultats positifs, Novo Nordisk anticipe un ralentissement de sa croissance en 2025, en raison d'une demande en baisse pour ces deux produits et d'une concurrence accrue, notamment de la part d'Eli Lilly. Le groupe

maintient toutefois ses ambitions d'investissement et de développement, avec une prévision de hausse de son chiffre d'affaires et de son bénéfice d'exploitation pour l'année à venir.

Un changement de direction s'opère chez Ørsted.

L'énergéticien danois a annoncé la démission immédiate de son PDG, Mads Nipper, après quatre ans à la tête du groupe. Ce changement intervient alors que le groupe est fragilisé par les difficultés rencontrées sur ses chantiers américains, en lien avec la hausse des taux d'intérêt et les goulets d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement. Rasmus Errboe, présent au sein du groupe depuis 2012, prend la relève en tant que nouveau PDG. Selon Lene Skole, présidente du conseil d'administration, Rasmus Errboe est bien placé pour diriger Ørsted grâce à sa compréhension approfondie du secteur énergétique et de l'entreprise.

Lego désigné premier fabricant de jouets au monde pour la troisième année consécutive.

Ce classement est réalisé par le cabinet d'analyse Circana, sur la base des chiffres de vente mondiaux. Malgré un recul de - 0,6% des ventes de jouets sur les principaux marchés, la catégorie principale de Lego – les jeux de construction – a poursuivi sa tendance à la hausse, enregistrant une augmentation de +14% des ventes. L'un des principaux moteurs de ce succès est la série « *Botanicals* », devenue la ligne de produits avec la croissance la plus rapide en Europe et ayant significativement stimulé les ventes aux États-Unis. La popularité croissante des jouets de collection et des jouets destinés aux adultes a également contribué à la solide performance de Lego.

Finlande

La croissance à long terme pâtit de la faiblesse de la productivité et de la démographie.

Selon le scénario de base des prévisions à long terme de la Banque de Finlande, publiées le 31 janvier, la croissance de long terme serait de + 1,8 % par an en moyenne dans les années 2030, et ralentirait jusqu'à + 0,5 % par an à partir de 2050. La part des 25-34 ans diplômés de l'enseignement supérieur atteindrait 50 % d'ici 2035 (39 % en 2023), ce qui pourrait favoriser l'innovation et la croissance du capital fixe. Mais la croissance du capital humain ralentirait jusqu'à stagner dans les années 2040, malgré une immigration nette annuelle de 27 000 personnes, du fait de la faible natalité.

Le recul de l'emploi affecte nettement plus les femmes que les hommes.

Selon l'enquête sur l'emploi de décembre 2024 du centre finlandais des statistiques, l'emploi des femmes de 15 à 74 ans a reculé de 48 000 en un an (1,24 M de femmes en emploi, soit un taux d'emploi de 59,9 %), contre une baisse de 8 000 pour les hommes (1,32 M d'hommes en emploi, soit 62,8 %). En moyenne, le taux d'emploi des 15-74 ans est passé de 63 % à 61,4% en 2024, et celui des 20-64 ans de 77,1 % à 75,9 %.

Rapport annuel du Conseil de politique économique.

Ce Conseil, chargé d'évaluer la politique économique du gouvernement, a présenté son rapport pour 2025 le 28 janvier. Selon lui, la faiblesse de la conjoncture suggère que la Finlande ne devrait pas prendre de nouvelles mesures budgétaires importantes pour 2025. Le Conseil plaide pour un renforcement des finances publiques à plus long terme, passant notamment par la réforme des retraites. Le Conseil recommande de repousser après 2026 l'objectif d'équilibre budgétaire pour les régions en charge des services socio-sanitaires, car un ajustement excessif en 2025 et 2026 se traduirait par une forte hausse des dépenses en 2027. La ministre des Finances, Riikka Purra, s'est opposée à cette recommandation dans un communiqué.

Nomination d'un groupe de travail sur la directive relative aux travailleurs de plateformes.

Le ministère finlandais de l'Economie et de l'Emploi a mis en place un groupe de travail tripartite pour préparer la transposition de la directive européenne, adoptée en octobre 2024, visant à améliorer les conditions de travail des travailleurs de plateformes. Le groupe, dont le mandat de travail s'étend du 29 janvier au 31 décembre 2025, préparera des propositions législatives pour mieux définir le statut de ces travailleurs et améliorer la transparence des systèmes de contrôle du travail sur les plateformes. La directive doit être transposée dans la législation nationale d'ici au 2 décembre 2026.

Omexom inaugure un centre de formation à Vantaa.

La filiale de Vinci Energies, spécialisée dans les activités de production, transport, transformation et distribution d'électricité, a inauguré le 28 janvier un centre de formation d'ingénieurs en Finlande, en présence de l'Ambassadrice de France et du Directeur général de Vinci Energies dans les pays nordiques, Dominique Ferreira. Le secteur de l'énergie souffre en effet d'une insuffisance de main-d'œuvre qualifiée. Situé à Vantaa, dans le nord de Helsinki, le centre de formation concourra à la formation professionnelle initiale et continue des ingénieurs appelés à intervenir dans les systèmes secondaires de sous-stations.

Prise de participation de Lazard au capital de Nurminen Logistics.

Le 13 janvier, le fonds d'investissement français *Lazard Investissement Microcaps*, géré par Lazard Frères Gestion S.A.S., a pris une participation minoritaire de 3,3 % au capital de Nurminen Logistics, société finlandaise spécialisée dans le fret ferroviaire transfrontalier. La société enregistrait une capitalisation de 82 M€ à la bourse de Helsinki en décembre 2024.

Islande

L'inflation islandaise au mois de janvier 2025 légèrement plus faible que ce qu'avaient anticipé les analystes.

Selon les chiffres publiés le 30 janvier dernier par l'Institut national des statistiques islandais, l'inflation en Islande a diminué de - 0,2 point de pourcentage d'un mois sur l'autre et s'établit à +4,6 % pour le mois de janvier 2025. Cette baisse est légèrement plus rapide que ne l'avaient anticipé les principales banques du pays, lesquelles prévoient un maintien de l'inflation à +4,8 % entre décembre et janvier.

La Banque centrale islandaise baisse son taux de 0,5 point de pourcentage.

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale islandaise a annoncé le 5 février 2025 une nouvelle baisse de 0,5 point de pourcentage (50 pb) de ses taux d'intérêt, portant le taux directeur à 8 %. Il s'agit de la troisième baisse consécutive des taux de la Banque centrale islandaise depuis le mois d'octobre 2024. La prochaine réunion du Comité de politique monétaire aura lieu le 19 mars 2025.

114 priorités pour les 100 premiers jours de la nouvelle session parlementaire.

Le gouvernement islandais a dévoilé le 3 janvier un programme de 114 priorités et projets de loi devant être présentés au Parlement au cours des 100 premiers jours de la session parlementaire qui s'est ouverte le 4 février 2025. Le programme est marqué par l'importance donnée à la maîtrise des dépenses publiques et prévoit des propositions dans un grand nombre de secteurs: des logements à l'énergie, en passant par les retraites et la pêche.

Recul de l'écart salarial en Islande.

Une étude récente de *Statistics Iceland* révèle que l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes en Islande a reculé de plus de 4 points de pourcentage entre 2019 et 2023, passant de 13,9 % en 2019 à 9,3 % en 2023. Les résultats de l'Islande en matière d'écart salarial sont meilleurs que ceux des autres pays nordiques et de la moyenne des pays de l'Union européenne (12,7 %).

Icelandair annonce une perte nette de 20 MUSD en 2024.

4,7 millions de passagers ont été transportés par l'entreprise en 2024, soit 9 % de plus que l'année précédente. La direction de la compagnie aérienne se dit confiante pour 2025, après une amélioration significative de ses performances au dernier trimestre 2024 qui devrait se maintenir en 2025.

Annnonce d'un partenariat stratégique entre Treble Technologies et L-Acoustics.

L'entreprise islandaise de traitement du son et de simulation acoustique *Treble Technologies* et le fabricant de systèmes de sonorisation français *L-Acoustics* ont annoncé un partenariat stratégique pour le développement de nouvelles technologies de simulation sonore. Le groupe français était entré au capital de *Treble Technologies* en septembre 2024, dans le cadre d'une levée de fonds à hauteur de 11 M€ par l'entreprise islandaise.

Grève des enseignants.

En l'absence d'accord salarial entre les syndicats des enseignants et l'Etat islandais, des grèves ont commencé lundi 3 février dans 21 crèches et écoles en Islande. 5 000 enfants sont concernés. Les négociations entre les parties concernées devraient reprendre d'ici deux semaines.

Norvège

Maintien des taux directeurs à 4,5%.

Ida Wolden Bachen, gouverneure de la Banque de Norvège, a annoncé le 24 janvier le maintien des taux directeurs à 4,5%, un niveau inchangé depuis décembre 2023. Une baisse « vraisemblable » est attendue en mars.

Le Parti du Centre quitte la coalition gouvernementale.

Les centristes, partenaires du gouvernement Støre, ont quitté jeudi 30 janvier la coalition pour marquer formellement leur refus d'adopter une partie du 4^e paquet européen sur les énergies propres. Leurs huit portefeuilles ministériels seront redistribués à des ministres travaillistes. Pour la première fois depuis 25 ans, la Norvège sera gouvernée par un gouvernement monopartisan. Le Premier Ministre, Jonas Gahr Støre, a présenté sa nouvelle équipe le 4 février. La principale nouveauté concerne la nomination comme ministre des Finances de Jens Stoltenberg, ancien Premier ministre et ancien secrétaire général de l'OTAN.

Annonces du Premier Ministre sur le prix de l'électricité.

Suite à la démission des ministres du Parti du Centre, le Premier Ministre, Jonas Gahr Støre, accompagné de son ministre de l'Énergie, Terje Aasland, ont présenté le 31 janvier, le plan du gouvernement pour réduire le prix de l'électricité. La TVA sur les locations de réseaux sera réduite de 25% à 15% à partir du 1^{er} juillet et le prix de l'électricité sera plafonné à 40cts NOK/kWh, aussi bien pour les résidences principales que pour les résidences secondaires, à partir du 1^{er} octobre. Le Premier Ministre a également fait savoir que le gouvernement ne transposerait pas les dernières directives et règlements du 4^e paquet énergétique européen, notamment celles donnant plus de pouvoir à l'Agence européenne de l'énergie (ACER). En ce qui concerne les câbles offshore, M. Støre a demandé à Statnett (société publique responsable du réseau électrique) de suspendre ses projets jusqu'en 2029.

Résultats historiques du Fonds souverain.

Le *Government pension fund global* (GPF) a vu sa valeur augmenter de 13% en 2024. Elle dépasse désormais

1 700 Mds€. Ces résultats historiques ont été largement tirés par la très forte rentabilité du marché des actions (+18% de bénéficiaires en 2024). Comme les années précédentes, ce sont les géants américains de la tech qui ont enregistré les meilleures performances en 2024 (Nvidia, Apple, Amazon, Alphabet, Tesla et Microsoft). Par ailleurs, Jens Stoltenberg, nouveau ministre des finances du gouvernement travailliste, ainsi que des représentants du Parti Conservateur, se sont prononcés mi-janvier 2025 en faveur d'un assouplissement des règles éthiques pour investir dans le secteur de la défense (exclu depuis le début des années 2000).

Nouveau rapport sur la criminalité financière.

Dans son dernier rapport sur la criminalité financière, la première banque norvégienne DNB constate une forte augmentation des tentatives de fraude, de blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. « *Les attaques contre divers pans de notre système financier sont devenues un problème sociétal majeur* », a déclaré Kjerstien Braathen, PDG de DNB. En 2024, les autorités ont mis en lumière de nombreux liens entre les réseaux criminels et la fraude. Entre 2024 et 2023, la banque a constaté une hausse de 36% des cas de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme dénoncé à la brigade financière Økorim.

Lutte contre le blanchiment d'argent.

Fin 2024, le gouvernement a nommé un groupe de travail chargé d'étudier les règlements européens sur la lutte contre le blanchiment d'argent, entrés en vigueur dans l'UE le 31 mai 2024. Il vient d'intégrer à ces travaux des représentants de plusieurs domaines du secteur privé (finance, droit, médias, arts, immobilier, jeux d'argent...).

Craintes face au risque de sabotage d'infrastructures sensibles.

A une semaine de la présentation de leurs rapports annuels sur le niveau de menace, les services de renseignement norvégiens ont exprimé leurs principales craintes lors de la conférence *Arctic frontiers* de Tromsø. Ils font état d'un risque croissant de sabotage contre des

infrastructures stratégiques offshore et terrestres (câbles sous-marins, installations pétrolières, système bancaire). La menace provient principalement d'acteurs étatiques, notamment la Russie. De son côté, la ministre de la justice déconseille d'utiliser l'application chinoise d'intelligence artificielle DeepSeek, soupçonnée de transmettre ses données à des fins malveillantes.

Investissement de Boeing dans les carburants de synthèse norvégiens. Boeing s'est associé avec l'entreprise norvégienne Norsk e-fuel pour développer la production de carburants de synthèse à Mosjøen (Nordland) dès 2032. La production annuelle prévue est de 50 M L.

Electrification de l'usine de gaz d'Equinor à Melkøya. Le Parti du Centre propose désormais d'abandonner l'électrification de l'usine de gaz de Melkøya à Hammerfest, projet qu'il avait accepté de cautionner lorsqu'il était au gouvernement. Ce projet divise fortement la classe politique. Les Travailleurs et Conservateurs soutiennent ce projet d'électrification, pour lequel des travaux ont déjà débuté. À l'inverse, les Centristes et le Parti du Progrès y sont désormais opposés ensemble.

Création de la société Halden Kjernekraft AS pour la construction de 4 SMR à Halden. La société a été créée par la municipalité de Halden, la compagnie privée Norsk Kjernekraft et l'énergéticien Østfold Energi. Ce projet vise à explorer la faisabilité d'une production d'énergie et l'utilisation de la chaleur générée par 1 à 4 petits réacteurs modulaires SMR (*Small Modular Reactor*) à Halden, où est déjà situé un réacteur de recherche. Le site a été identifié et une lettre d'intention a été signée pour la cession d'un terrain de 243 hectares. L'entreprise espère ainsi générer jusqu'à 1,2 GW pour alimenter la zone industrielle de Halden, ainsi que la zone urbaine d'Oslo.

Une nouvelle société pour promouvoir l'énergie nucléaire dans la municipalité de Lund. La commune de Lund (sud de la Norvège) envisage l'installation sur son territoire d'un petit réacteur modulaire, dit SMR. « Nous avons dit non au développement de l'énergie

éolienne. Nous ne voulons plus de dégradation de la nature. Nous voulons préserver nos zones naturelles autant que possible », a déclaré le maire de la commune à NRK. Les habitants et la mairie ont créé une entreprise chargée de porter ce projet d'ici le milieu des années 2030. Norsk Kjernekraft est également partenaire.

Initiatives sud-coréennes dans le nucléaire civil. Le 23 janvier, Norsk Kjernekraft, société norvégienne spécialisée dans la promotion du nucléaire civil, a signé un accord d'intention avec l'entreprise publique sud-coréenne Korea Hydro and Nuclear Power (KNHP) visant à identifier les municipalités norvégiennes disposées à accueillir des réacteurs de type SMR. Norsk Kjernekraft et le groupe sud-coréen DL Energy ont aussi commencé les premières études géologiques sur un site de la commune d'Austrheim (région de Bergen).

Intérêt de l'armée norvégienne pour le missile franco-allemand de KNDS. L'industriel franco-allemand KNDS est en lice pour l'appel d'offres de l'armée norvégienne sur les missiles de longue portée. KNDS a reçu une *Invitation to Tender* au sujet du MARS 3 (*Medium Artillery Rocket System*). Il reste en concurrence avec le K239 Chunmoo sud-coréens, après que la défense norvégienne a décliné l'offre américaine (HIMARS).

Financement de la recherche sur l'intelligence artificielle. Le Conseil norvégien de la recherche allouera 25,5 M€ supplémentaires sur la recherche en intelligence artificielle (IA). Ces fonds seront répartis entre quatre à six centres de recherches nationaux dans le domaine de l'IA, centres qui seront choisis par le Conseil norvégien de la recherche parmi les 50 candidatures reçues en début d'année.

Suède

Le FMI table sur une croissance de l'économie suédoise de 1,5% en 2025.

Lors de la déclaration de clôture de sa visite en Suède dans le cadre de la préparation du prochain rapport Article IV, le FMI anticipe une prévision de croissance de +1,5% en 2025 (soit 0,5 point de moins que les prévisions du gouvernement). L'inflation devrait rester légèrement en-dessous de 2% avant de se stabiliser à la cible en 2026. Dans ses constats préliminaires, le FMI recommande aux autorités de se préparer à déployer les marges de manœuvres budgétaires disponibles dans un contexte d'incertitude internationale élevée et de risques de détérioration de l'environnement économique international.

Hausse du PIB de +1,1% au dernier trimestre 2024 en glissement annuel.

Selon l'agence suédoise des statistiques (SCB), « la performance de l'économie suédoise en novembre et décembre a compensé le déclin constaté en octobre ». Au mois de décembre 2024, le PIB a augmenté de +0,7% par rapport au mois précédent. La croissance du PIB en 2024 est de +0,6 %.

Pas de nouvelle baisse de taux d'intérêt prévue à court terme.

Lors de la dernière réunion de politique monétaire, le gouverneur de la banque centrale suédoise (*Riksbank*) a réaffirmé la perspective d'une pause sur la baisse des taux directeurs, après six baisses de taux depuis mai 2024, portant le principal taux directeur à 2,25% en janvier 2025. De son côté, Per Jansson, vice-gouverneur de la *Riksbank*, exprime son inquiétude face à une hausse des prix à la production, qui pourrait entraîner une poussée inflationniste et influencer les futures décisions de politique monétaire.

Le gouvernement souhaite renforcer la réglementation pour lutter contre le surendettement.

Le gouvernement suédois envisage d'imposer l'octroi d'une licence bancaire par l'autorité suédoise de surveillance financière (*Finansinspektionen*) pour la diffusion de crédits à la consommation. Cette proposition, qui fait l'objet d'une

consultation en cours, vise à protéger les consommateurs contre le risque de surendettement. Selon le ministre suédois des Marchés financiers, Niklas Wykman (Modéré), environ 70 entreprises de crédit (*snabblåneföretag*) seraient concernées par ce changement de réglementation, qui pourrait entrer en vigueur en juillet 2025.

Chômage: le gouvernement suédois veut durcir les conditions de versement des indemnités.

Le ministre suédois de l'Emploi et de l'Intégration, Mats Persson (Libéral), juge le système « *trop indulgent* » et souhaite durcir les règles « pour accroître la responsabilisation des chômeurs » en matière de recherche d'emploi et de formation. Actuellement, les demandeurs d'emploi reçoivent des avertissements en cas de manquement à leurs obligations, entraînant une réduction progressive des allocations, qui vont d'un jour après 2 avertissements à 45 jours après 5 avertissements. Aucune précision n'a encore été donnée sur les changements exacts envisagés.

Réévaluation des objectifs climatiques intermédiaires nationaux.

Le gouvernement suédois a demandé à la commission nationale chargée d'élaborer les objectifs environnementaux - composée de représentants de tous les partis présents au Parlement suédois - d'évaluer et d'ajuster les objectifs climatiques suédois pour 2030 et 2040, sans toutefois modifier l'objectif de neutralité carbone d'ici 2045. Cette réévaluation fait suite aux évolutions du système européen d'échange de quotas d'émission (ETS) survenues avec l'adoption du paquet législatif « *Fit for 55* » pendant la présidence suédoise du Conseil de l'UE. La commission doit analyser l'impact de cette nouvelle réglementation sur les objectifs climatiques intermédiaires de la Suède et proposer des ajustements afin que ces derniers soient « *davantage alignés sur les objectifs européens* ». L'eurodéputé suédois Christofer Fjellner (Modéré) devrait présider cette commission et remettre un rapport au gouvernement en octobre 2025.

Près de 2 Mds€ de subventions pour l'usine de captage de CO₂ (CCS) de Stockholm Exergi.

A la suite

d'un mécanisme d'enchères inversées, l'Agence suédoise de l'Énergie a retenu, parmi 6 candidats, la centrale thermique de Värtan, détenue à moitié par la ville de Stockholm. Elle recevra 20 Mds SEK sur les 15 prochaines années afin de capturer 800 000 t de CO₂ par an, soit 11 Mt sur 15 ans. Ceci représente un quart des émissions annuelles de gaz à effet de serre nationales. D'ici quelques mois, des accords devraient être signés afin de transporter le CO₂ sous forme liquide et de le stocker dans les fonds marins de la mer du Nord. Une décision finale d'investissement est attendue dans les prochains mois. L'Agence suédoise de l'Énergie pourrait allouer 1,3 Md€ de subventions supplémentaires lors d'une nouvelle phase de financement dédiée aux projets CCS.

Installation de l'usine d'extraction de phosphore et de terres rares de LKAB à Luleå.

Les 27-28 janvier, Ebba Bush, vice Première ministre et ministre de l'Énergie, s'est rendue dans le Nord de la Suède pour inaugurer la construction de l'usine pilote du géant minier suédois. Avec un investissement de 70 M€ annoncé en octobre 2024, elle devrait être opérationnelle en 2026 et servira également de centre de R&D. Ce projet doit participer au renforcement de la sécurité d'approvisionnement européenne, laquelle est très dépendante des importations en phosphore et en terres rares. Selon les estimations, ce complexe industriel produira l'équivalent de 7 fois la demande suédoise et 6% de la demande de l'UE en phosphore.

La Suède lance son chantier d'enfouissement des déchets nucléaires.

Après l'obtention des autorisations du tribunal foncier et environnemental suédois, les travaux d'extension du centre de stockage souterrain de déchets radioactifs ont commencé le 23 janvier. Situé à 40 km au nord de Stockholm et à 500 m de profondeur sous la mer Baltique, près de la centrale de Forsmark, ce projet pionnier est mené avec la Finlande. Le site de 24 hectares recevra 12 000 tonnes de combustibles usés stockés dans des conteneurs en cuivre pour 100 000 ans. Il doit être fermé en 2080.

Volvo devient propriétaire à part entière de Novo Energy.

Alors que Northvolt fait face à de graves difficultés financières et a progressivement réduit sa participation dans sa coentreprise avec Volvo, ce dernier reprend la totalité des participations de Northvolt dans le projet Novo Energy. Encore en phase de développement, le site du fabricant de batteries basé à Göteborg connaît également des difficultés et a récemment annoncé 120 licenciements.

Spotify devient rentable pour la première fois de son histoire.

La plateforme suédoise de *streaming* audio, créée en 2006, enregistre en 2024 sa première année bénéficiaire, avec un résultat net de 1,1 Md€. Cette rentabilité est portée par une stratégie de réduction des coûts et d'augmentation du nombre d'abonnés (263 millions, en hausse de +11 % en un an) pour un total de 675 millions d'utilisateurs. Le chiffre d'affaires, porté à 15,7 Mds€, a augmenté de 18% l'an dernier, tandis que la capitalisation de la société a dépassé pour la première fois la barre des 110 Mds€. Pour 2025, Spotify prévoit de poursuivre sa croissance et mise sur sa nouvelle offre vidéo, qui le place en concurrence directe avec YouTube.

Klarna se rapproche de son introduction en Bourse prévue pour 2025 à New York.

Le géant suédois du paiement fractionné a annoncé suspendre la négociation de ses actions et offrir aux actionnaires actuels une nouvelle classe d'actions offrant 10 fois plus de droits de vote que les actions ordinaires. Ceci permettra à ces actionnaires de long terme d'avoir plus d'influence sur l'avenir de l'entreprise. Klarna serait désormais valorisée entre 15 et 20 MdsUSD.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024
Suède	5,9	1,5	-0,2	0,6	0	0,3
Danemark	7,4	1,5	2,5	-0,7	1,3	1,2
Finlande	2,7	1,5	-1,2	0,4	0,1	0,3
Norvège ¹	3,9	3,2	0	0,2	2	-1,8
dont PIB continental	4,5	4,3	0,6	0,4	0,3	0,5
Islande	5,3	9	5	-1	1,5	-1,1

Sources : [OCDE](#), SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

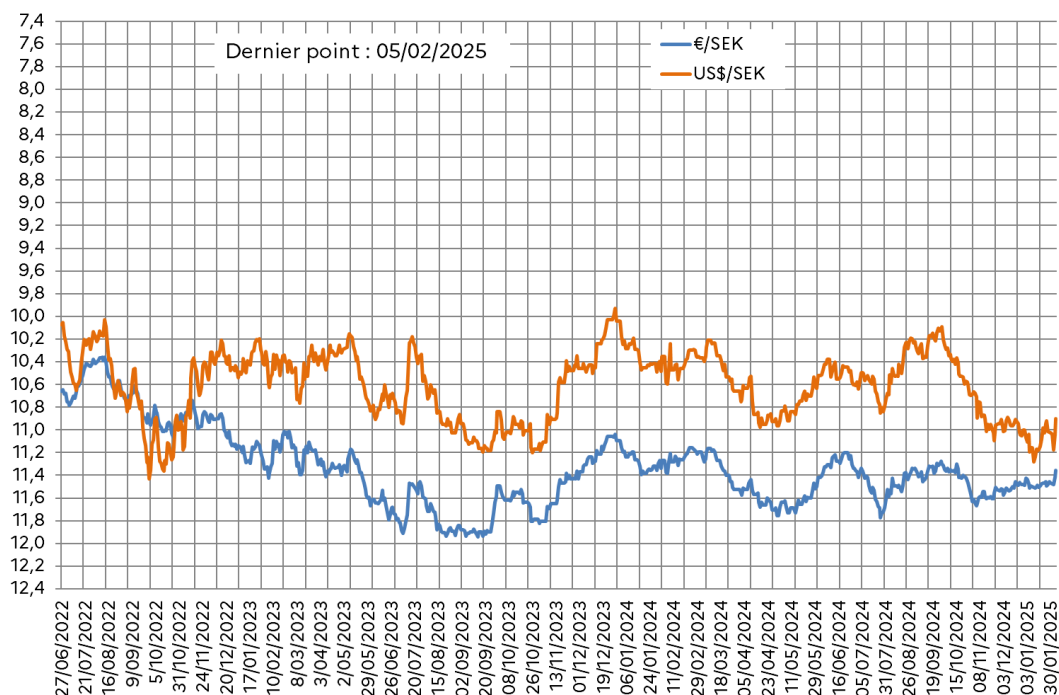
	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	4,7	3,4	2	1,3
Danemark	1,9	7,7	3,3	0,9	1,6	1,3	1,7
Finlande	2,2	7,1	6,2	0,8	0,5	1	0,9
Norvège	3,5	5,8	5,5	4,2	3	2,8	2,4
Islande	4,4	8,3	8,8	7	5,7	5,9	4,9

Sources : SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

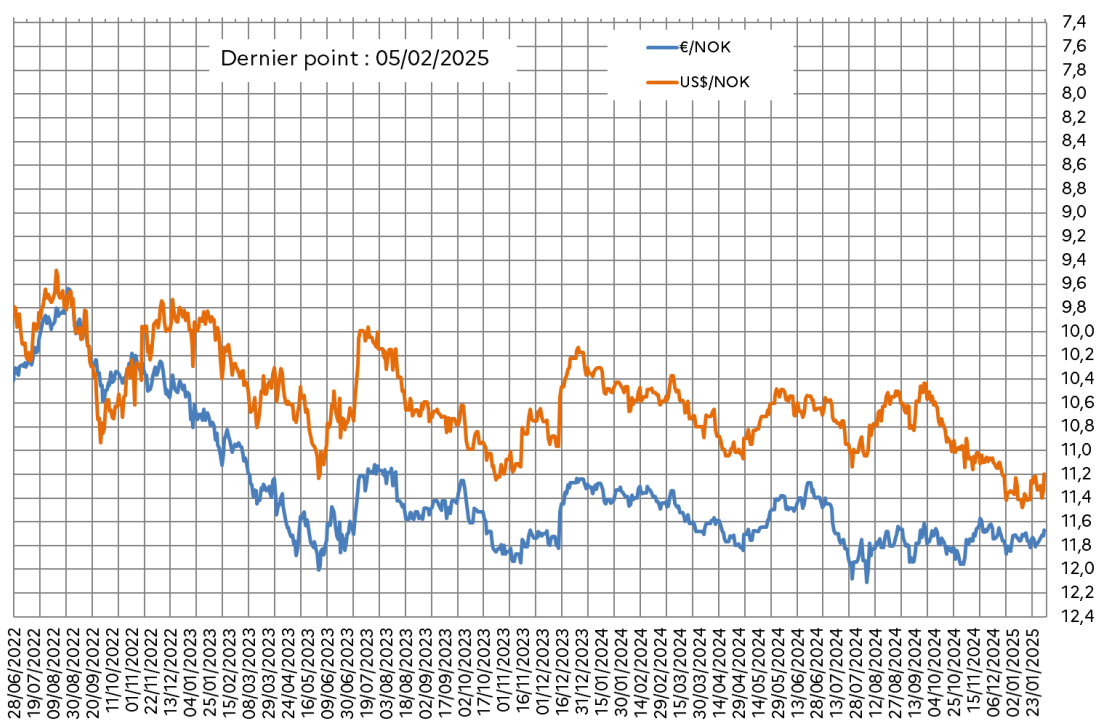
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, A. Cherhal) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr